

« Plus on acquiert de droits, plus on arrive à englober des autres luttes ! »

Dans ce portrait, cinq personnes de moins de trente ans issues de **trois collectifs romands de la Grève féministe** nous parlent de leur engagement. **Léa Ziegler**, membre du collectif de la Grève féministe neuchâtelois, **Marie Spang**, **Noelia Yuste**, **Noémie Schroeter**, actives à Fribourg et **Yomaëll**, actif·ve au sein du collectif genevois questionnent le monde dans lequel i·elles sont né·e·s et souhaitent évoluer.

Danaé Leitenberg

La Grève du 14 juin 2019 comme point de ralliement

« Pourquoi s'engager dans un tel mouvement et qui plus est, si jeune ? » Je pose cette question à une audience hybride : Marie, Noelia et Noémie sont assises en face de moi à Fribourg, Léa et Yomaëll présent·e·s par appel vidéo. Léa cite son éducation féministe, les autres militant·e·s acquiescent : i·elles aussi ont grandi dans des familles conscientes du problème du sexisme. Mais contrairement à ses collègues, c'est le parcours professionnel de Léa au Syndicat des Services Publics (SSP), qui a motivé son engagement dans le collectif. « La proposition de faire une grève féministe est venue de la commission femmes du SSP, qui a ensuite été adoptée par le congrès des femmes de l'USS. Nous avons constitué le collectif de la Grève en été 2018 à Neuchâtel. »

Pour Noémie, Noelia, Marie et Yomaëll, étudiant·e·s et au début de la vingtaine, l'engagement date plus ou moins de la Grève féministe de 2019 et l'impression indéfectible que celle-ci leur a faite. Noémie s'intéressait déjà aux questions féministes mais individuellement : « Les discussions personnelles avec mes ami·e·s me satisfaisaient », dit-elle. Le bruit courait alors que quelque chose se préparait, c'était le moment de de sortir des réflexions individuelles. Au printemps 2019, quelques mois après la création du collectif fribourgeois, Noémie s'engage pour de bon et puis « c'est allé très vite et très fort ». « En m'engageant dans le collectif de la Grève féministe de Fribourg, j'ai compris l'intérêt de s'organiser ensemble pour former un mouvement. » Noelia elle aussi a entamé son par-

cours d'activiste en mars 2019. « A ce moment-là, ça ne faisait pas longtemps que je m'intéressais à ces questions. » C'est dans le contexte étudiantin, lors de l'organisation d'une projection du film de la cinéaste suisse Barbara Miller « Female Pleasure » que le contact avec le collectif fribourgeois de la Grève féministe se fera pour elle. « Grâce à ce film et à mon engagement dans la production de celui-ci, j'ai pris conscience de la violence faite aux femmes* et de la question de la sexualité féminine qui reste un énorme tabou. » Marie concède qu'elle aussi avait « une perception un peu individuelle des combats féministes et je pensais qu'il n'y avait pas de féministes à Fribourg (rires) ». Si elle a vu la journée de grève du 14 juin 2019 se construire « de l'extérieur », Marie a fini par s'engager dans le collectif en début mars 2020.

Yomaëll non plus ne faisait pas partie du collectif de Genève, où i·elle habite, au moment de la « grande grève » comme i·elle le dit, « mais c'était un événement incroyable, la plus grosse manifestation que j'ai vécue de ma vie et je sortais juste du collège ». L'année suivante, i·elle a entendu dire qu'une réunion se préparait pour organiser le 14 juin 2020. « J'y suis allé·e et ai entendu dire qu'il y avait un groupe de travail LGBTIQ+ ». A ce moment-là je n'étais pas encore 'out' comme personne non-binaire mais je me sentais déjà à ma place. »

Le problème est structurel

Pour comprendre les revendications de ces jeunes activistes, i·elles répètent la nécessité de revenir au manifeste, créé en 2018 par les collectifs de la Grève féministe (voir page 11). « Même s'il n'est pas

« La sexualité féminine reste un énorme tabou. »

GRÈVE FÉMINISTE

Parce que nous en avons assez des **INÉGALITÉS SALARIALES** et des **DISCRIMINATIONS** dans le monde du travail. *Parce que* nous voulons des **RENTES** qui nous permettent de **VIVRE DIGNEMENT**. *Parce que* nous voulons que le **TRAVAIL DOMESTIQUE, ÉDUCATIF ET DE SOINS** soit reconnu et partagé, de même que la **CHARGE MENTALE**. *Parce que* nous nous épuisons à travailler, nous voulons **RÉDUIRE LE TEMPS DE TRAVAIL**. *Parce que* le travail éducatif et de soins doit être une **PRÉOCCUPATION COLLECTIVE**. *Parce que* nous revendiquons la **liberté** en matière de **SEXUALITÉ** et d'**IDENTITÉ DE GENRE**. *Parce que* notre corps nous appartient, nous exigeons d'être **RESPECTÉES** et **LIBRES DE NOS CHOIX**. *Parce que* nous **REFUSONS LA VIOLENCE** sexiste, homophobe et transphobe, nous restons debout ! *Parce que* nous voulons que la **HONTE CHANGE DE CAMP**. *Parce que* lorsque nous venons d'ailleurs, nous vivons de **MULTIPLES DISCRIMINATIONS**. *Parce que* le droit d'asile est un droit fondamental, nous demandons le **DROIT DE RESTER**, lorsque nos vies sont en danger. *Parce que* l'école est le reflet de la société patriarcale, elle renforce **LES DIVISIONS** et **LES HIÉRARCHIES** fondées sur le sexe. *Parce que* nous voulons des cours d'éducation sexuelle qui parlent de notre **CORPS**, du **PLAISIR** et de la **DIVERSITÉ SEXUELLE**. *Parce que* les espaces relationnels doivent devenir des **LIEUX D'ÉCHANGE** et de **RESPECT RÉCIPROQUE**. *Parce que* les institutions ont été conçues sur un **MODÈLE PATRIARCAL ET DE CLASSE** dans lequel nous n'apparaissions qu'en incise. *Parce que* nous, **ACTRICES CULTURELLES**, sommes trop souvent peu considérées et reconnues. *Parce que* nous vivons dans une société qui véhicule des **REPRÉSENTATIONS STÉRÉOTYPÉES** de « la femme ». *Parce que* nous sommes solidaires avec les **FEMMES* DU MONDE ENTIER**. *Parce que* nous voulons vivre dans une **SOCIÉTÉ SOLIDAIRE SANS RACISME, SANS SEXISME, SANS HOMOPHOBIE ET SANS TRANSPHOBIE**.

Manifeste
Grève féministe 14 juin 2019

Le manifeste de la Grève féministe regroupe de multiples revendications destinées à lutter contre une société inégalitaire, tant au niveau de l'appartenance de genre, de classe sociale, ethnique et/ou religieuse.

exhaustif et qu'il doit évoluer avec le temps et les actions que nous menons, le manifeste indique nos idéaux», dit Léa.

Le manifeste et les membres des collectifs se rejoignent autour d'un constat : le problème est structurel. « Comme tout est lié, les domaines où l'on souhaiterait voir des changements sont extrêmement nombreux : au travail, dans la vie privée, concernant les violences faites aux femmes*, l'inégalité salariale, le plafond de verre, le langage quotidien sexiste, le traitement médiatique des faits divers, le harcèlement sexuel, la sexualisation des femmes, la sexualité féminine, le masculin comme norme, le traitement des personnes queers, racisé-e-s, l'hétéronormativité etc. La liste est infinie », explique Noelia. Ceci est le reflet d'une réalité pour Léa : « Les femmes n'ont longtemps pas été là pour voter les lois qui les concernent. Le système au sens de la collectivité n'a pas été fait par les femmes pour les femmes. »

Cette nécessité de changement n'épargne pas les mouvements féministes eux-mêmes, comme le note Noémie : « Il y a beaucoup de choses à améliorer par rapport aux connexions et échanges entre les différents collectifs. Nous avons encore beaucoup à apprendre les unes des autres. » Au sein du collectif fribourgeois dont elle fait partie, cette activiste souhaiterait voir des réflexions plus critiques du capitalisme, des problématiques de classe et de racisme émerger : « Il y a d'autres parcours que les nôtres, de personnes blanches, souvent éduquées et de classe moyennes, à mettre en lumière. » Et Léa d'ajouter que l'inclusivité et la tolérance sont des valeurs essentielles défendues par les collectifs : « Sous couvert de féminisme, certains mouvements sont maintenant en train de faire la chasse aux personnes racisées et ce n'est pas acceptable. Face à ce problème systémique, on n'arrivera pas à avancer sans la convergence et l'articulations des luttes. » Yomaëll aussi accueille la diversité des mouvements féministes mais rejette l'utilisation de ce mouvement à des fins non-féministes, telle que l'usurpation du féminisme par des partis comme l'UDC pour promouvoir l'interdiction islamophobe du port du voile.

Les privilèges comme entraves et la difficulté d'être militant-e

Mais alors quels obstacles entravent les luttes féministes ? Pour Noémie, « ce qui bloque c'est le dédain des personnes dominantes tels que les hommes blancs, cis-genres, riches au sens large ». De manière générale, « il est très dur de renoncer à des privilèges » qui que nous soyons, explique Yomaëll, « et notre attachement à ceux-ci est souvent même inconscient ». Les milieux féministes ne sont donc pas épargnés : « Nous sommes une population très homogène dans le collectif : souvent universitaires, entre 20 et 35 ans, blanc-he-s. C'est une forme de confort car nous nous comprenons puisque nous faisons souvent partie des mêmes milieux », dit Marie. Cette réalité homogène n'est pas un hasard car militer prend du temps, explique Léa, chose dont les femmes* manquent. La mobilisation est d'autant plus compliquée lorsque l'on est allophone ou dans une situation instable en termes de papiers. Finalement, l'activisme est aussi souvent assez « peu gratifiant » et « épuisant », concède Noelia. « Nous fournissons travail essentiel mais les politiques et les institutions le rendent extrêmement peu attrayant. Il serait déjà essentiel de pouvoir faire ce travail de lutte dans des conditions dignes, sans être criminalisé-e-s par exemple. »

« Je souhaiterais que les autres en fassent un peu plus »

Comment les jeunes femmes* pourraient-elles alors prendre davantage part à la vie politique et mieux se développer dans la société ? Léa souligne qu'il est essentiel que les luttes ne se limitent pas aux jeunes femmes* : « Les revendications du manifeste [voir page 11] transcendent les questions de générations. Du haut de mes 28 ans, je suis engagée contre l'augmentation de l'âge de la retraite car cela touche des femmes* qui ne sont pas de ma génération mais l'on se doit d'être solidaires, au même titre que nous nous tenons aux côtés des personnes racisées. » Ce que les collectifs entreprennent est par essence politique note Léa, « ce n'est pas de la politique institutionnelle mais de la politique par la rue, par des mouvements collectifs qui ensuite influencent la politique institutionnelle ».

L'inclusivité et la tolérance sont des valeurs essentielles défendues par les collectifs.

« Je souhaiterais que le sexe assigné à la naissance ne définisse pas notre vie et notre genre non plus. »

Yomaëll insiste sur l'importance de se sentir aussi légitime pour les femmes* que quiconque d'occuper l'espace urbain et politique, en éduquant sur les questions de harcèlement de rue et de consentement. L'hétéronormativité et l'essentialisation des sexes, des genres et de la sexualité gangrènent également la société. « Je souhaiterais que le sexe assigné à la naissance ne définisse pas notre vie et notre genre non plus. »

Pour Noémie, il est justement temps que les milieux institutionnels arrêtent de faire croire aux femmes* et aux minorités qu'en « faisant juste plus », elles parviendront à obtenir l'égalité. « Le chemin professionnel des femmes* est semé d'agressions, de harcèlement, de violence tous les jours. Il est donc inacceptable de nous dire qu'il faut faire plus, s'engager d'avantage, se surpasser. Je souhaiterais qu'on nous laisse un peu tranquilles et que les autres en fassent plus. » Marie aussi dit son sentiment de « déjà beaucoup réfléchir et proposer, mais nous le faisons bénévolement, en ne nous engageant pas forcément en politique partisane. » Elle conclut : « Il faudrait qu'une réflexion soit mise en place dans les milieux concernés. »

Les réseaux sociaux à double tranchant

Plus de deux ans après la mobilisation sans précédent de la journée de Grève du 19 juin 2019, les milieux activistes ont été fortement impactés par la crise sanitaire liée au Covid-19 avec une impossibilité de manifester et de se rassembler. Les réseaux sociaux jouent un rôle prépondérant dans les mobilisations féministes, ce qui s'est encore renforcé durant la pandémie expliquent ces militant-e-s. Les membres du collectif fribourgeois relatent un événement particulièrement révélateur du pouvoir des réseaux sociaux. « Notre présence sur Instagram a participé à une vague de partage de près de 400 témoignages de filles et femmes* victimes de comportements violents et sexistes à l'école en février 2021 », raconte Noémie. « L'outil Instagram nous a alors vraiment permis de mettre en évidence tous ces récits qui nous parvenaient par centaines et d'avoir un écho dans les médias. Il a aussi fallu réceptionner ces messages de manière appropriée, en disant « je t'entends, je te crois. » Marie ajoute que cet événement a eu « des conséquences réelles qui sont incroyables : il y a eu

la mise en place d'une hotline anonyme par téléphone et une page d'information très claire par rapport à ces problématiques. Trois enseignants et un directeur ont été suspendus et des procédures pénales sont également en cours. »

De manière plus générale, expliquent les activistes, l'utilisation des réseaux sociaux permet aussi une participation des personnes qui ne peuvent pas se rendre physiquement aux manifestations. Mais cela a tout de même ses limites : tout le monde n'a pas un smartphone ou de comptes sur ces réseaux. De plus, Léa ajoute que la violence des propos antiféministes sur les réseaux sociaux est extrêmement élevée et les cas de harcèlement de femmes* sont très fréquents et restent souvent impunis.

De l'évolution du féminisme en Suisse

L'histoire du féminisme est faite de continuités et ruptures que ces membres des collectifs romands identifient avec lucidité. Marie note que la génération de sa mère était sans doute « moins radicale » car elle faisait plus confiance en la politique partisane et institutionnelle. L'engagement pour les luttes LGBTQIA+ était aussi moins grand selon elle. Mais elle insiste : « En fait nous sommes les héritières des mouvements passés. Il y a des différences dans la façon de faire, de dire, mais tous les acquis qu'elles ont obtenus sont incroyables. » Quant à Léa, elle considère que l'on ne peut pas comparer les mouvements et les époques. « Ma mère n'avait pas le droit au congé maternité et n'a eu le droit de voter qu'en 1971. Je suis féministe radicale mais je pense qu'elles l'étaient aussi pour leur génération et les droits qu'elles avaient. » Les séparations entre les luttes des LGBTQIA+ et les femmes cis-genres étaient également le reflet d'une certaine époque selon Léa : ces dernières « devaient se battre pour pouvoir accoucher et avoir un congé maternité payé, voter, etc. Plus on acquiert des droits, plus on arrive à englober des autres luttes et donner de la place. » La proximité avec les luttes des féministes passées est également renforcée par le fait que les acquis sont fragiles et souvent remis en question, selon Léa et les autres activistes. Elle ajoute : « Actuellement, on le voit avec AVS21 : malgré deux refus, ils reviennent à la charge. »

«Je mehr Rechte wir erlangen, desto stärker können wir uns für andere Kämpfe engagieren!»

In diesem Porträt sprechen fünf Menschen unter 30 Jahren aus drei Westschweizer Kollektiven des feministischen Streiks über ihr Engagement und ihre Forderungen: **Léa Ziegler**, Mitglied des Neuenburger Kollektivs, **Marie Spang**, **Noelia Yuste** und **Noémie Schroeter**, die in Fribourg aktiv sind, und **Yomaëll**, die/der sich im Genfer Kollektiv engagiert. Sie hinterfragen die Welt, in die sie hineingeboren wurden und in der sie sich entwickeln möchten. Mit ihrem Kampf für den Feminismus, gegen den Klimawandel und gegen Rassismus reagieren sie auf das Patriarchat, das strukturelle Problem, das unsere Gesellschaft prägt.

«Più diritti acquisiamo, più riusciamo a inglobare altre lotte!»

In questo ritratto, cinque persone sotto i 30 anni appartenenti a tre collettivi romandi dello sciopero femminista parlano del loro impegno e delle loro rivendicazioni. **Léa Ziegler**, membro del collettivo neocastellano, **Marie Spang**, **Noelia Yuste** e **Noémie Schroeter**, attive in quello friburghese, e **Yomaëll**, attiva/o in quello ginevrino, riflettono sul mondo in cui sono nate e su come desiderano evolvere. L'articolazione delle lotte femministe, climatiche e antirazziste risponde al problema strutturale del patriarcato che plasma la nostra società.

«Notre mouvement est le plus grand que la Suisse ait connu!»

Dans le contexte de crise climatique, humaine et de résurgence du racisme, qu'est-ce qui est vecteur d'espoir pour ces jeunes femmes*? Noelia et Léa répondent sans hésiter qu'elles ont participé à créer «des mouvements sociaux monstrueux qui perdurent», la Grève féministe étant «le plus grand mouvement que la Suisse ait connu». Ce dernier se doit de rassembler d'autres luttes: climatiques, féministes, antiracistes, LGBTQIA+. «Il n'y a pas le choix de lutter, dès le moment où l'on se rend compte qu'il y a des enjeux énormes!», ajoute Léa.

La notion d'espoir est cependant contestée pour ces féministes: l'espoir a «quelque chose d'un peu mélancolique», dit Noelia. Quant à Yomaëll, i-elle explique: «L'espoir c'est quelque chose de toxique! Je connais trop de gens qui mettent de l'espoir dans quelque chose et s'effondrent quand ça ne se réalise pas.» Les luttes féministes, antiracistes et climatiques étant lentes et les échéances drastiques, ces activistes expliquent que la force rassemblée lors des manifestations et la colère face au présent les meuvent davantage que l'espoir. Marie décrit: «Je ressens plutôt de la colère, c'est pour cela qu'on manifeste. Et dans la «manif», je suis heureuse. On veut plus et mieux, mais le moment que l'on passe à crier ces slogans et à demander ce qui nous revient, est un moment qui est beau, doux et agréable et à la fois tellement explosif de confiance et fierté!» Et Noémie de conclure: «Je ne parlerais pas forcément d'espoir non plus, mais nous avons de la force!»

«Nous sommes les héritières des mouvements passés.»

Danaé Leitenberg est docteure en anthropologie sociale. Elle s'intéresse aux questions de mobilité/migration et d'inégalités sociales.